

DELOCALISATIONS D'EMPLOIS PUBLICS

ANALYSE DES SITES CONCERNES DANS PARIS

PREMIERE APPRECIATION
DES POSSIBILITES DE MUTATION

AVRIL 1992

SOMMAIRE

- NOTE DE PRESENTATION ET SYNTHESE DES RESULTATS
- LOCALISATION DES SITES CONCERNES (CARTE)
- FICHES DE PRESENTATION DES SITES

SITES OU L'ETAT EST LOCATAIRE,

SITES OU L'ETAT EST PROPRIETAIRE :

- libérés partiellement
- libérés en totalité :
 - où la conservation des bâtiments est probable
 - où une rénovation paraît envisageable.

NOTE DE PRESENTATION
et
SYNTHESE DES RESULTATS

* * *

Le Gouvernement a rendu publiques à l'issue des réunions du 7 novembre 1991 et du 29 janvier 1992 du Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire, deux listes d'organismes ou de services concernés par les mesures de délocalisation. Ces mesures participent à un objectif de transfert hors de Paris ou de la région parisienne d'environ 30 000 emplois publics d'ici la fin du siècle.

En ce sens, il a été demandé à chaque Ministère d'élaborer un plan de délocalisation de ses services sur trois ans ayant pour objectif de transférer 5 % du personnel des organismes sous tutelle ou de ses propres services à l'extérieur de la capitale ou de la Région d'Ile de France.

Les décisions annoncées lors de ces deux réunions concernent plus d'une vingtaine de ministères et secrétariats d'Etat, et d'organismes ou services les plus divers. Un ministère, celui de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, est ainsi délocalisé en Seine Saint-Denis, une institution prestigieuse telle que l'ENA est d'ores et déjà transférée à Strasbourg, mais ces décisions visent aussi de petits services comme le bureau des pensions du Ministère de la Justice avec seulement 7 emplois ou encore des installations techniques importantes comme le bassin d'essais des carènes du Ministère de la Défense (Marine) situé boulevard Victor dans le 15^e arrondissement.

A l'issue des décisions actuellement prises (d'autres annonces d'établissements délocalisés étant attendues) près d'une centaine de services ou d'organismes est visée, soit partiellement, soit en totalité.

Les effectifs concernés sont d'ores et déjà importants puisque plus de 11 000 emplois sont impliqués, soit 38 % du total annoncé comme objectif.

Sur ce total, la contribution de Paris est prépondérante. Environ 65 organismes ou services situés à l'intérieur de la capitale sont touchés par ces dispositions si l'on inclut dans la liste les établissements de recherche publique.

Pour ces organismes de recherche, le CIAT du 29 janvier 1992 a annoncé un vaste plan de rééquilibrage de la localisation de leurs activités sur le territoire national qui implique le déplacement de plus de 2 500 emplois, soit plus de 9 % des effectifs de l'Ile de France dans ce domaine.

L'absence de données précises sur la localisation actuelle entre Paris et la banlieue des emplois des établissements de recherche publique appelés à partir en province, rend difficile une approche quantitative précise des effectifs concernant la capitale dans ce domaine.

Hors organismes de recherche publique, un chiffre peut être avancé : Sur les 11 000 emplois délocalisés plus de 6 000 sont situés dans Paris. A ce chiffre il conviendrait d'ajouter une large part des 2 575 emplois de la recherche publique appelés à partir en province.

L'examen de la localisation dans la capitale des organismes concernés fait apparaître une forte concentration dans le centre des affaires (1er, 2e et 8e arrdts) et sur l'ensemble de la rive gauche (5e, 6e, 13e, 14e, 15e) quelques établissements se trouvant également dans le 12e arrondissement aux abords de la gare de Lyon ou à proximité de la Nation.

*

Au-delà de l'analyse quantitative des conséquences des décisions prises par le Gouvernement en matière d'emplois, il est apparu intéressant d'analyser plus finement, dans tous les cas où une identification suffisamment claire de la localisation des organismes concernés s'est avérée possible (ce qui n'a pas été le cas pour les établissements de recherche publique), les potentialités offertes par les locaux ou les emprises susceptibles d'être libérées par ces délocalisations. Une tentative d'appréciation des possibilités réaffectation, de restructuration ou de reconversion de ces surfaces vers d'autres usages (logement par exemple) a été esquissée en toute première analyse.

Il convient toutefois d'être prudent dans l'interprétation de cette approche. En effet, il a souvent été difficile de définir très précisément l'importance des surfaces libérées. Si dans certains cas, il est connu ou évident que l'ensemble d'un bâtiment ou d'une parcelle est concerné, dans de nombreux autres, des incertitudes demeurent.

De la même manière, l'organisation interne des bâtiments, les caractéristiques de l'aménagement des surfaces et leur équipement n'ont pu être examinés.

En revanche, chaque site dans Paris a fait l'objet d'une enquête sur place au cours de laquelle ces questions relatives aux surfaces libérées ont été appréciées au mieux, ainsi que les caractéristiques du bâti et de son environnement.

Cette analyse a été complétée par une approche des caractéristiques des terrains concernés au plan statistique et réglementaire et par une recherche très rapide de propriété (sur ce dernier point des incertitudes demeurent également).

Les informations recueillies font l'objet des fiches synthétiques présentées ci-après qui concluent par une toute première appréciation sur l'évolution possible des surfaces libérées.

Les organismes ont été regroupés en deux grandes catégories :

- Ceux qui occupent des locaux loués n'appartenant donc pas à l'Etat. Dans ce cas, les surfaces libérées qu'elles concernent ou non la totalité du bâtiment ou de la parcelle devraient simplement revenir sur le marché.
- Ceux qui sont situés dans des bâtiments dont l'Etat est propriétaire.

A l'intérieur de cette catégorie, ont été distingués deux sous-groupes : celui des locaux libérés partiellement et celui pour lesquels il s'agit d'une libération totale.

Pour ce dernier sous-groupe destiné à être totalement libéré, au moins en conséquence des deux séances précédentes du CIAT, une approche a été faite afin d'essayer d'opérer une distinction entre les bâtiments dont l'état et les caractéristiques suggèrent la conservation et le maintien de l'ouvrage, ceux pour lesquels une reconversion pourrait être envisageable.

*

Il s'agit donc, dans cette démarche, d'une appréciation purement externe, et sur la base d'informations strictement publiques, quant aux perspectives offertes par les libérations des locaux.

L'analyse des quelques 50 sites parisiens concernés appelle, avant des commentaires, catégorie par catégorie, quelques observations préalables.

- Il convient tout d'abord de rappeler la concentration géographique des sites concernés dans toute la partie centre Ouest et Sud de la capitale avec une forte prépondérance assez logique du 7e arrondissement mais également des 1er, 2e et 8e arrondissements.
- Dans la très grande majorité des cas, il s'agit de constructions de qualité et en bon état. Elles ont en outre pour particularité de définir des densités fortes, très souvent supérieures aux dispositions réglementaires du P.O.S.. L'insertion dans le contexte urbain de ces bâtiments est le plus souvent bonne et il est tout à fait exceptionnel que les immeubles se situent dans un tissu urbain susceptible d'évoluer. Seuls quelques rares cas, comme celui des implantations du Ministère de la Défense boulevard Victor, peuvent être considérés comme situés dans un environnement susceptible d'évoluer.

Ponctuellement, quelques emprises libérables se trouvent environnées par des parcelles occupées par des bâtiments de faible importance (ateliers, petits immeubles) mais la situation de ces constructions au coeur d'arrondissements résidentiels fait qu'il n'est guère possible d'imaginer de futurs périmètres d'intervention à leurs abords.

- La troisième remarque porte sur les bâtiments occupés par ces organismes. Les dates de construction de ces bâtiments sont très variables ; ils datent en général de la fin du 19^e siècle ou du début du 20^e ; certains édifices font d'ailleurs l'objet de mesures de protection (inscription à l'inventaire des Monuments Historiques). D'autres constructions sont plus récentes (entre deux guerres ou après guerre), voire contemporaines (tour de bureaux de la gare de Lyon ou du Ministère de l'Agriculture de l'avenue de St Mandé).
- Enfin il est essentiel de souligner qu'une partie très importante de ces locaux a été dès l'origine conçue pour accueillir des bureaux. Seule, une partie du patrimoine du 19^e siècle et du début du 20^e concerné par ces délocalisations était à l'origine destinée aux logements. Pour ces derniers, il s'agit d'ailleurs très souvent d'immeubles dont l'Etat n'est pas propriétaire.

*

LOCAUX LIBERES DONT L'ETAT N'EST PAS PROPRIETAIRE

Une vingtaine d'organismes, très divers, sont situés dans des locaux n'appartenant pas à l'Etat, généralement dans le centre traditionnel des affaires (1^{er}, 2^e et 8^e arrondissements).

Il est difficile, en l'absence d'informations précises, d'apprécier les surfaces exactes correspondantes. **En se fondant sur le nombre d'emplois concernés (avec un ratio de l'ordre de 12 à 18 m² par emploi), on peut les estimer entre 30 000 et 40 000 m² de planchers.**

Quelques surfaces situées dans des immeubles dont la vocation d'origine était le logement seraient en théorie réaffectables à cette fonction. Mais il est probable que, compte tenu de leurs localisations les propriétaires qui sont presque toujours des investisseurs institutionnels, **maintiendront une occupation tertiaire plus rémunératrice.**

LOCAUX LIBERES DONT L'ETAT EST PROPRIETAIRE

Dans cette catégorie, la plus importante avec plus d'une trentaine de cas, il convient de distinguer les libérations partielles des libérations totales de bâtiments avec les réserves déjà faites sur la difficulté à apprécier ce critère.

LES LIBERATIONS PARTIELLES

Une dizaine de cas de ce type a été recensée (en quasi totalité dans les arrondissements Sud de Paris avec une concentration plus forte dans le 7^e arrondissement). **Les surfaces correspondantes (calculées comme ci-dessus) seraient de l'ordre de 8 000 à 12 000 m². Compte tenu de leur imbrication très forte dans des locaux déjà occupés par d'autres services de l'Etat, il est très vraisemblable que ces surfaces au demeurant modestes seront réutilisées par l'Etat pour ses besoins.**

Dans cette catégorie, il convient cependant d'attirer l'attention sur la libération partielle dont fait l'objet le terrain des armées du boulevard Victor avec le départ du centre de programmation de la Marine et du bassin des Carènes. Ce départ souligne la plausibilité d'une mutation des terrains situés entre la ZAC Citroën et Issy-les-Moulineaux, sur lesquels des réflexions ont été engagées.

LES LIBERATIONS "TOTALES"

Un peu moins d'une vingtaine de cas ont été recensés dans cette catégorie. Pour certains d'entre eux, la libération n'est pas tout à fait totale mais il paraît probable que, si les services délocalisés quittent les lieux, les services restants seront appelés à partir ou à être relogés dans d'autres locaux libérés.

A l'intérieur de cette catégorie, un essai de distinction a été tenté entre les bâtiments dont il apparaît peu probable qu'ils puissent être démolis et les terrains libérables susceptibles d'accueillir des opérations nouvelles.

Dans le premier sous-groupe, situé essentiellement dans le 7^e arrondissement, 8 cas ont été identifiés. Il s'agit de bâtiments anciens solides, souvent de très grande qualité architecturale et de construction, ou de réalisations récentes. Leur localisation (quai Branly, avenue Charles Floquet, rue de Martignac, rue de l'Université) ou leur caractère adapté au bureau (avenue de Saint-Mandé) appellent le plus souvent leur réaffectation à des fonctions tertiaires ou à des institutions. 33 000 m² de bureaux environ seraient ainsi libérés et réaffectables en très large majorité à cette fonction.

Le second sous-groupe concerne donc des sites sur lesquels une démolition des bâtiments existants puis une construction nouvelle pourraient être envisagées. Quelques transferts complémentaires seraient toutefois nécessaires dans le cas de la parcelle principalement occupée par l'ENGREF avenue du Maine ou celle du Ministère de l'Agriculture avenue de Saint Mandé (pour ce second cas, un transfert dans la tour de bureaux du N° 2 de l'avenue également libérée, pourrait être imaginée par exemple).

Au total, 2,7 ha d'emprises environ seraient ainsi libérables, dégageant une constructibilité théorique d'environ 60 000 m² à 80 000 m² en première analyse.

Mais il convient d'être prudents vis-à-vis de ces chiffres. En effet, dans plusieurs cas (ENGREF, 85 bd du Montparnasse et 71 rue Saint Dominique, voire éventuellement pour partie rue de Saint Pétersbourg), la conservation de bâtiments intéressants au plan architectural pourrait peut-être venir réduire les constructibilités. D'autre part, plus de la moitié des surfaces réaménageables résultant de cette analyse est fournie par le terrain occupé par le Ministère de l'Agriculture avenue de Saint Mandé. Sa disponibilité suppose que les services non délocalisés qui l'occupent soient relogés, par exemple dans la tour de bureaux voisine également libérée par d'autres services du Ministère.

Par ailleurs, certains terrains font l'objet d'études; comme celui de la rue d'Ulm, pour la restructuration de l'Ecole Normale Supérieure.

Enfin, il convient de souligner que la localisation des terrains concernés au coeur d'arrondissements tels que les 14e, 7e ou 15e ou encore à proximité de la place de la Nation correspond à des valeurs foncières particulièrement élevées, ce qui rend plus difficile une évolution vers l'habitation.

Les délocalisations partielles touchant les organismes de recherche publique pourraient peut être apporter quelques terrains supplémentaires (C.N.R.S. rue Boyer - 20e arrdt, 5 600 m2,...) mais les informations sur ce point restent encore imprécises.

En conclusion, il apparaît que les délocalisations annoncées par l'Etat devraient avoir en première analyse, des effets limités pour la construction ou la réaffectation en logement.

Ceci s'explique par la qualité des immeubles concernés et leur localisation dans des quartiers très attractifs pour les bureaux ; autres raisons majeures : le fait que pour plus de la moitié des emplois concernés l'Etat est locataire des bureaux et l'imbrication de certains services délocalisés dans de grands ensembles administratifs maintenus.

Une première estimation déjà volontaire aboutit à 600 à 800 logements possibles. En complément, on peut imaginer la revente de certains sites tertiaires pour financer des logements aidés. Dans tous les cas il faut cependant mentionner que le coût des opérations de délocalisation risque de limiter encore les possibilités de construction ou de financement de logements.

Enfin il convient de rappeler que cette approche repose sur une simple appréciation extérieure des caractéristiques des locaux, et ne préjuge pas de leur vocation juridique de droit ou d'usage.

**DELOCALISATIONS ANNONCEES
AUX C.I.A.T du 7/11/91 et du 29/1/92**

▲ ETAT LOCATAIRE

ETAT PROPRIETAIRE

● - LIBERATION PARTIELLE

- LIBERATION TOTALE :

● Conservation possible

● Rénovation envisageable



0 350 1km

APUR 1785. IV .92

**SITES OU L'ETAT EST
LOCATAIRE**

N°(s) de Référence sur le plan : 1

ORGANISME :

DOCUMENTATION FRANCAISE

MINISTERE :

PREMIER MINISTRE

LOCALISATION ACTUELLE :

8 av. de l'Opéra - Paris 1er

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92

74 emplois à Aubervilliers



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire :
C.O.S. actuel :

Surface développée :

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) :
Période de construction : 19ème

Etat : Bon
Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle, location d'étages dans un immeuble occupé par des bureaux

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

?

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UA

C.O.S. logement : 3,5
bureaux : 2,0

Dispositions particulières : Hauteur verticale 20 m av. de l'Opéra

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Location d'étages dans un bâtiment occupé par des bureaux, réaffectation pour des bureaux

N°(s) de Référence sur le plan : 2

ORGANISME :

SERVICE DE RECOUVREMENT DE
L'AGENCE JUDICIAIRE DU TRESOR

MINISTERE :

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

LOCALISATION ACTUELLE :

151 rue St Honoré - Paris 1er

DECISION DE L'ETAT :

CIAT DU 29.01.92
110 emplois à Châtellerault



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 7 882 m² Surface développée : 46 514 m²
C.O.S. actuel : 5,9

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 5 + 2c Etat : Bon
Période de construction : ? Destination d'origine : ?

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Très partielle (au RC et 1er Louvre des antiquaires)

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Sté de Financement et de participations Immobilière

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : Secteur UCa C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0
Dispositions particulières : Hauteurs verticales 25 m et 17,5 m

Mesures de protection : Site inscrit, bâtiments classés aux abords

ENVIRONNEMENT : Non évolutif, entièrement constitué, historique

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Réaffectation à des bureaux

N°(s) de Référence sur le plan : 3 et 4

ORGANISME :

- . BUREAU DES PENSIONS
- . REGIE INDUSTRIELLE DES ETABLISSEMENTS PENITENCIERS

MINISTERE :

JUSTICE

LOCALISATION ACTUELLE :

251 rue St Honoré - Paris 1er

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92

- . Bureau des Pensions : 13 emplois à Nantes
- . R.I.E.P. 30 à 40 emplois à Tulle



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : ?
C.O.S. actuel : ?

Surface développée : ?

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 6
Période de construction : 1930

Etat : Bon
Destination d'origine : bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle, totalité du bâtiment occupée par le Ministère de la Justice, sauf le RC commercial

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

UAP (incendies, accidents)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UCa
C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : Verticale de hauteur à 15 m sur rue

Mesures de protection : Site inscrit - proche bâtiments classés

ENVIRONNEMENT :

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Libération très partielle dans un immeuble de bureaux, réaffectation bureaux occupé en totalité par le Ministère de la Justice

N°(s) de Référence sur le plan : 5

ORGANISME :

FONDS D'INTERVENTION ET
D'ORGANISATION DES MARCHES
(F.I.O.M.)

Etablissement Public dépendant de
l'I.F.R.E.M.E.R.

MINISTERE :

SECRETARIAT D'ETAT A LA MER

LOCALISATION ACTUELLE :

11 bd de Sébastopol - Paris 1er

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92

28 emplois à Boulogne



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcelaire : 3 649 m2
C.O.S. actuel : 5,30

Surface développée : 19 347 m2

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 6
Période de construction : 1870

Etat : Bon
Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle, location au 5ème étage de l'immeuble entièrement occupé par commerces en RC et bureaux en étages

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

?, copropriété

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UCa

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : Hauteur verticale sur rues : 17,5 m

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Libération très partielle dans un immeuble entièrement affecté aux bureaux, réaffectation bureaux

N^o(s) de Référence sur le plan : 6

ORGANISME :

ASSOCIATION POUR LA GESTION
DES ECOLES MARITIMES ET
AGRICOLAS (A.G.E.M.A.)

MINISTERE :

SECRETARIAT D'ETAT A LA MER

LOCALISATION ACTUELLE :

51 bis rue Ste Anne - Paris 2ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
20 personnes à Boulogne



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : ?
C.O.S. actuel : ?

Surface développée : ?

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 5
Période de construction :

Etat : Bon
Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle, deux étages d'un immeuble sur cour

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

? copropriété

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UCa

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : Hauteur verticale sur rue 12 m

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Libération partielle dans un immeuble occupé par des bureaux et du logement, réaffectation bureau ou logement

N°(s) de Référence sur le plan : 7

ORGANISME :

SOCIETE FRANCAISE DES JEUX

MINISTERE :

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

LOCALISATION ACTUELLE :

45 rue Vivienne - Paris 2ème
(et Neuilly-sur-Seine)

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
100 emplois à Marseille



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire :
C.O.S. actuel :

Surface développée :

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 4 + c
Période de construction : XIXème

Etat : Bon
Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Très partielle, lots de copropriété

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Compagnie Française de Gestion et S.E.N.B.F.

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UCa

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : Hauteur verticale 15 m sur rue

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Lots de copropriété n'appartenant pas à l'Etat, réaffectation logement ou bureau

N°(s) de Référence sur le plan : 8-9

ORGANISME :

. CAISSE CENTRALE DE
COOPERATION ECONOMIQUE
(C.C.C.E.)
. CENTRE D'ETUDE ET DE
FORMATION BANCAIRE

MINISTERE :

. BUDGET, ECONOMIE, FINANCES
. COOPERATION DEVELOPPEMENT

LOCALISATION ACTUELLE :

37 rue Boissy d'Anglas, Cité du Retiro -
Paris 8e.

DECISION DE L'ETAT :

CIAT DU 29.01.92
. C.C.C.E. 600 emplois à Sarcelles
. C.E.F.B. 25 emplois à Arras



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcelaire : 6 591 m2 Surface développée : 23 451 m2
C.O.S. actuel : 3,56

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 6 Etat : Bon
Période de construction : Récent Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Location partielle

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Société Immobilière de la Madeleine

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : Zone UA C.O.S. logement : 3,5
bureaux : 2,0
Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Bâtiment de bureaux récent, réaffectation à du bureau

N°(s) de Référence sur le plan : 11

ORGANISME :

COMITE DE DECENTRALISATION

MINISTERE :

MINISTERE DE LA VILLE ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

LOCALISATION ACTUELLE :

31 rue Pasquier - Paris 8ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
10 emplois en Seine St Denis



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 125 m2 Surface développée : 615 m2
C.O.S. actuel : 5,0

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 4 Etat : Bon
Période de construction : 19ème Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Très partielle, location d'étages dans l'immeuble

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** ?

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UA C.O.S. logement : 3,5
bureaux : 2,0
Dispositions particulières : Hauteur verticale de 20 m sur le boulevard

ENVIRONNEMENT : Mesures de protection : Site inscrit. Face à la chapelle expiatoire du square Louis XVI
(monument classé)
Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Etat non propriétaire, libération partielle, réaffectation à du logement ou du bureau

N°(s) de Référence sur le plan : 12

ORGANISME :

SOCIETE FRANCAISE
D'EXPORTATION DE MATERIELS ET
SYSTEMES RELEVANT DU MINISTERE
DE L'INTERIEUR (S.O.F.R.E.M.I.)

MINISTERE :

INTERIEUR

LOCALISATION ACTUELLE :

14 rue de la Pépinière - Paris 8ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
50 emplois à Roubaix



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 473 m² Surface développée : 2 596 m²
C.O.S. actuel : 5,49

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 6 + c Etat : Bon
Période de construction : Fin 19ème Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Partielle, location d'étages dans un immeuble en majorité occupé par du bureau

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** A.G.F.

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UA C.O.S. logement : 3,5
bureaux : 2,0
Dispositions particulières : Hauteur verticale 20 m sur rue
Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Location d'une partie de l'immeuble, réaffectation à du bureau, éventuellement à du logement

N°(s) de Référence sur le plan : 13-14

ORGANISME :

. UNION POUR LE GROUPEMENT
D'ACHATS PUBLICS (U.G.A.P.)

. CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT
A DISTANCE (C.N.E.D.)

MINISTERE :

. ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET
. EDUCATION NATIONALE

LOCALISATION ACTUELLE :

209- 211 rue de Bercy - Paris 12ème
+ Vanves pour une partie du C.N.E.D.

DECISION DE L'ETAT :

. U.G.A.P. : CIAT du 29.01.92
400 emplois à Melun Sénart

. C.N.E.D. : CIAT du 7.11.91
200 emplois à Poitiers



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 1 949 m²
C.O.S. actuel : 6,62

Surface développée : 12 895 m²

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 20
Période de construction : fin années 70
Tour groupe "MONOT"

Etat : Bon
Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle, (plus d'une dizaine de niveaux), partagée avec plusieurs entreprises privées

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

U.A.P. Vie

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UMa

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 2,0

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Bâtiment classé à proximité

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Locaux de bureaux loués, réaffectation à des bureaux.

N^o(s) de Référence sur le plan : 15

ORGANISME :

OFFICE NATIONAL D'INFORMATION
SUR L'ENSEIGNEMENT ET LES
PROFESSIONS (O.N.I.S.E.P.)

MINISTERE :

EDUCATION NATIONALE

LOCALISATION ACTUELLE :

46-52 rue Albert - Paris 13^{ème}

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
176 emplois à Marne La Vallée



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcelaire : 5 905 m²
C.O.S. actuel :

Surface développée :

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R6 + 2C
Période de construction : années 70-80

Etat : Bon
Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle, 3 niveaux (5e,6e,7e étages) dans un immeuble de bureaux privés

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

?, copropriété

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL**

Hors P.O.S., dans ZAC Château des Rentiers (bâtiment conservé)

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT :

Evoluant dans le cadre de la ZAC Château des Rentiers

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Locaux loués, réaffectation à des bureaux

N^o(s) de Référence sur le plan : 16

ORGANISME :

BUREAU D'EXPERIMENTATION ET
D'ETUDES DU SERVICE DE LA
PROTECTION DES VEGETAUX

MINISTERE :

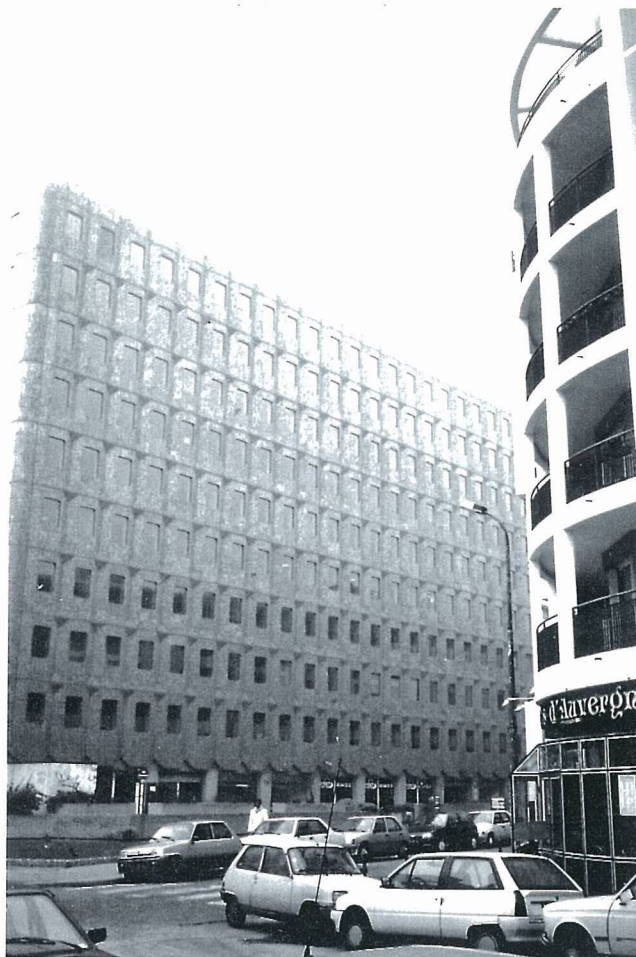
AGRICULTURE ET FORETS

LOCALISATION ACTUELLE :

175 rue du Chevaleret - Paris 13^{ème}

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
10 emplois à Toulouse



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 5 656 m² Surface développée : 23 867 m²
C.O.S. actuel : 4,22

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 9 Etat : Bon
Période de construction : années 80 Destination d'origine : bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Très partielle. Immeuble de bureaux partiellement occupé par le Ministère de l'Agriculture.
Le bureau d'expérimentation occupe une partie d'un étage.

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** S.C.I. Austerlitz 2000

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : Secteur UMa C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 2,0
Dispositions particulières : --
Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT : Non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Faibles surfaces libérées situées dans un immeuble de bureaux, réaffectation à du bureau

N°(s) de Référence sur le plan : 17

ORGANISME :

DELEGATION INTERMINISTERIELLE
A LA VILLE ET AU DEVELOPPEMENT
SOCIAL URBAIN

MINISTERE :

MINISTERE DE LA VILLE ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

LOCALISATION ACTUELLE :

10-12 rue du Capitaine Menard - Paris
15ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
80 emplois en Seine St Denis



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcelaire : 570 m2 Surface développée : 2 363 m2
C.O.S. actuel : 4,15

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 4 + c Etat : Bon
Période de construction : Récent Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Totale, location

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Sté des Organismes Agricoles Mutuels pour l'Assurance Vie ?

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UMb C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,5

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT : Immeuble inséré dans ceux de l'imprimerie Nationale

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Locaux loués, réaffectation pour du bureau

N°(s) de Référence sur le plan : 18

ORGANISME :

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE
SECURITE INTERIEURE

MINISTERE :

INTERIEUR

LOCALISATION ACTUELLE :

19 rue Pécelet - Paris 15ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
50 emplois et 60 auditeurs à Lyon



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire :
C.O.S. actuel :

Surface développée :

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 11
Période de construction : 70-80

Etat : Bon
Destination d'origine : Logements, bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle, RC et bâtiment sur cour

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Immeuble en copropriété. Etat non copropriétaire

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UHb

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Libération partielle, état non propriétaire réaffectation pour du bureau

N°(s) de Référence sur le plan : 19

ORGANISME :

CENTRE D'ETUDE ET DE
RECHERCHE SUR L'EMPLOI ET LA
QUALIFICATION

MINISTERE :

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION
PROFESSIONNELLE

LOCALISATION ACTUELLE :

9 rue Sextius Michel - Paris 15ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
120 emplois à Marseille



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 514 m2
C.O.S. actuel : 4,34

Surface développée : 2 230 m2

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 4 + c
Période de construction : Après-guerre

Etat : Moyen
Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Bureau "Michel FINLAY"

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UHb

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Immeuble privé n'appartenant pas à l'Etat, réaffectation pour du bureau.

N^o(s) de Référence sur le plan : 20

ORGANISME :

SECRETARIAT GENERAL A L'INTE-
GRATION

MINISTERE :

AFFAIRES SOCIALES ET
INTEGRATION

LOCALISATION ACTUELLE :

83 av. Foch - Paris 16ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
10 emplois en Seine St Denis



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : ?
C.O.S. actuel : ?

Surface développée : ?

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 5 + c
Période de construction : Fin 19ème

Etat : Bon
Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Très partielle. Bureaux au 3ème étage d'un immeuble de logements occupé pour partie par des activités tertiaires

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

A.G.F.

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UHb

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : Zone NA de 10 m sur avenue Foch, architecture ordonnancée

Mesures de protection : Avenue Foch : site classé

ENVIRONNEMENT :

Constitué, ordonnancé

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Location d'un étage, réaffectation pour du logement ou du bureau

N^o(s) de Référence sur le plan : 21

ORGANISME :

MUSEE NATIONAL DU SPORT

MINISTERE :

JEUNESSE ET SPORTS

LOCALISATION ACTUELLE :

Parc des Princes - Paris 16ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92

15 emplois à Melun-Sénart

PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire :
C.O.S. actuel :

Surface développée :

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) :
Période de construction :

Etat :
Destination d'origine :

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur :

C.O.S. logement :
bureaux :

Dispositions particulières :

Mesures de protection :

ENVIRONNEMENT :

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Organisme figurant pour mémoire, les locaux font partie intégrante du Parc des Princes

N°(s) de Référence sur le plan : 22

ORGANISME :

SERVICE DES HARAS DES COURSES
ET DE L'EQUITATION

MINISTERE :

AGRICULTURE ET FORETS

LOCALISATION ACTUELLE :

14 av de la Grande Armée - Paris 17ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
38 emplois au Haras du Pin



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 668 m2 Surface développée : 3 401 m2
C.O.S. actuel : 5,09

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 5 + c Etat : Bon
Période de construction : 1910 Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Partielle, location de deux étages environ

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Caisse Nationale Assurance Maladie des Travailleurs Salariés

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : Zone UA C.O.S. logement : 3,5
bureaux : 2,0
Dispositions particulières : Verticale de hauteur 23 m
Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Locaux loués dans un immeuble entièrement occupé par des bureaux (sauf commerces en RC), réaffectation à des bureaux

**SITES OU L'ETAT EST
PROPRIETAIRE**

SITES OU L'ETAT EST
PROPRIETAIRE
libérés partiellement

N°(s) de Référence sur le plan : 23

ORGANISME :

CENTRE NATIONAL DES OEUVRES
UNIVERSITAIRES ET SOCIALES
(CNOUS)

MINISTERE :

EDUCATION NATIONALE

LOCALISATION ACTUELLE :

8 rue Jean Calvin - Paris 5ème
(69 quai d'Orsay - Paris 7ème)

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
50 emplois à Marne La Vallée



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcelaire : ?
C.O.S. actuel : ?

Surface développée : ?

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 6 + C
Période de construction : année 70

Etat : Bon
Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle (rez de chaussée, entre-sol, 1er étage)

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat (Education Nationale)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UCa

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : Hauteur verticale sur rue 20,0 m

Mesures de protection : Site inscrit, bâtiments classés proches

ENVIRONNEMENT :

Peu évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Libération partielle, réaffectation à des bureaux.

N°(s) de Référence sur le plan : 24

ORGANISME :

MINISTERE DE LA VILLE ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

MINISTERE :

MINISTERE DE LA VILLE ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

LOCALISATION ACTUELLE :

246 Bd St Germain - Paris 6ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
50 emplois en Seine St Denis



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcelaire :
C.O.S. actuel :

Surface développée :

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R+2, R+3
Périodes de construction : Diverses

Etat : Bon
Destination d'origine :

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Très partielle, dans un ensemble occupé par les bureaux du Ministère et du Conseil Général des Ponts

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : PSMV 7ème

C.O.S. logement : 0,2
bureaux : 0,7

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Site inscrit. Hôtel de Roquelaure, classé Monument Historique, Hôtel de Lesdiguières protégé au titre du PSMV 7ème

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Les informations disponibles sur l'occupation actuelle laissent un doute sur le caractère partiel ou total de la libération

N°(s) de Référence sur le plan : 25

ORGANISME :

CENTRE DE GESTION ET DE REGLE-
MENT DES PENSIONS

MINISTERE :

SECRETARIAT D'ETAT A LA MER

LOCALISATION ACTUELLE :

3 place de Fontenoy - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
43 emplois Paimpol



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 1 983 m2 Surface développée : 11 180 m2
C.O.S. actuel : 5,64

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 7 Etat : Bon
Période de construction : Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Très partielle, dans un immeuble entièrement occupé par le Secrétariat d'Etat à la Mer

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Etat

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : Secteur UHb C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0
Dispositions particulières : Hauteur verticale sur rue 20 m

Mesures de protection : Site inscrit, bâtiments et voies aux abords immédiats classés

ENVIRONNEMENT : Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Libération très partielle dans un bâtiment entièrement affecté au secrétariat d'Etat, réaffectation pour des bureaux du secrétariat d'Etat

N°(s) de Référence sur le plan : 26

ORGANISME :

INVENTAIRE FORESTIER NATIONAL

MINISTERE :

AGRICULTURE ET FORETS

LOCALISATION ACTUELLE :

1 ter av. de Lowendal - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT DU 29.01.92
15 emplois à Decize



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 2 202 m2
C.O.S. actuel : 1,36

Surface développée : 3 003 m2

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 2

Etat : Bon

Période de construction : Après guerre

Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Très partielle dans un ensemble entièrement occupé par le Ministère de l'Agriculture

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

ETAT (Agriculture et Forêts)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UHb

C.O.S. logement : 3,00
bureaux : 1,00

Dispositions particulières :

Mesures de protection : Site inscrit et bâtiment classé à proximité

ENVIRONNEMENT :

?

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Très faible partie des locaux libérés, réaffectation à des bureaux

N°(s) de Référence sur le plan : 27

ORGANISME :

CENTRE NATIONAL DES OEUVRES
UNIVERSITAIRES ET SOCIALES
(CNOUS)

MINISTERE :

EDUCATION NATIONALE

LOCALISATION ACTUELLE :

69 quai d'Orsay - Paris 7ème
(8 rue Jean Calvin - Paris 5ème)

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
50 emplois à Marne La Vallée



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcelaire : 468 m2
C.O.S. actuel : 4,1

Surface développée : 1917 m2

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 8
Période de construction : Après guerre

Etat : Bon
Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle (Sous-sol, RC + 5e,6e,7e et 8e étages), autres niveaux occupés par l'Observatoire
Français de Conjoncture Economique (O.F.C.E.)

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat ? Office de Coopération et d'Accueil Universitaire

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UHb
C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : Hauteur verticale sur le quai 17,5 m

Mesures de protection : site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Réaffectation à des bureaux

N°(s) de Référence sur le plan : 28

ORGANISME :

BUREAU DES EXAMENS ET
CONCOURS DU SERVICE DU
PERSONNEL

MINISTERE :

AGRICULTURE ET FORETS

LOCALISATION ACTUELLE :

78 rue de Varenne - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
10 emplois à Toulouse



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 28 282 m²
C.O.S. actuel : 1,90

Surface développée : 53 850 m²

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 3 + 2c
Période de construction :

Etat : Bon
Destination d'origine :

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Très partielle dans un immeuble entièrement occupé par le Ministère de l'Agriculture

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : PSMV 7e

C.O.S. logement : 2
bureaux : 0,7

Dispositions particulières : PSMV 7ème Immeuble sur rue à conserver

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Très faible surface libérée. Réaffectation à des bureaux du Ministère

N°(s) de Référence sur le plan : 29

ORGANISME :

MANUFACTURE NATIONALE DE
TAPIS ET DE TAPISSERIES

MINISTERE :

CULTURE ET COMMUNICATION

LOCALISATION ACTUELLE :

42 av. des Gobelins - Paris 13ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91

120 emplois entre Aubusson et Beauvais
L'Etat est revenu largement sur cette
décision



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 12 247 m²
C.O.S. actuel : 0,96

Surface développée : 11 782 m²

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R, R + 1, R + 2
Périodes de construction : diverses

Etat : Moyen
Destination d'origine :

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Très partielle

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UMa

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 2,0

Dispositions particulières : EVIP de 1 600 m². Hauteur verticale 20 m sur av. des Gobelins

Mesures de protection : Ancienne chapelle et façade du bâtiment principal sur cour
inscrites à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques

ENVIRONNEMENT :

Secteur Reine Blanche, terrain de l'Etat mitoyen, rue Gustave Geffroy, libre

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Le principe de la délocalisation de la Manufacture est largement remis en cause. Des constructibilités visant à restituer, pour partie, le caractère d'origine des bâtiments, au bénéfice de l'institution, pourraient être imaginées

N°(s) de Référence sur le plan : 30

ORGANISME :

COMMANDEMENT DES ECOLES DE
L'ARMEE DE TERRE

MINISTERE :

DEFENSE (Délégation Générale pour
l'Armement)

LOCALISATION ACTUELLE :

37 bd de Port Royal - Paris 13ème
(Caserne de Lourcine)

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
140 emplois à Tours



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcelaire : 12 035 m2
C.O.S. actuel : 2,03

Surface développée : 24 407 m2

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 6 + c
Période de construction : récente

Etat : Bon
Destination d'origine : Casernement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle, la partie d'un bâtiment occupée par ailleurs par des logements du personnel féminin des armées

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UHb

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

La caserne occupe à elle seule un flot entier

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Libération très partielle, il semble que les armées envisagent d'utiliser les locaux libérés pour développer les possibilités de logement pour le personnel féminin des armées.

N°(s) de Référence sur le plan : 31

ORGANISME :

LABORATOIRE CENTRAL DES PONTS
ET CHAUSSEES

MINISTERE :

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANS-
PORTS

LOCALISATION ACTUELLE :

58 bd Lefebvre - Paris 15ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
90 emplois à Nantes



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcelaire : 6 127 m2
C.O.S. actuel : 2,10

Surface développée : 13 027 m2

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 3 + c, R + 7...
Période de construction : Diverses

Etat : Bon, moyen, médiocre
Destination d'origine : Bureaux, Labos

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle,

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat (Urbanisme et logement)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UMb

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,5

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT :

L'école des Ponts et Chaussées occupé la totalité de l'îlot

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Parcelle susceptible d'être restructurée, mais il semble que la libération des locaux ne soit que partielle. Par ailleurs, des incertitudes demeurent sur la situation géographique des services délocalisés, les locaux du Laboratoire National d'Essais voisins pourraient être également concernés.

N°(s) de Référence sur le plan : 32-33

ORGANISME :

. CENTRE DE PROGRAMMATION DE
LA MARINE
. BASSIN D'ESSAIS DES CARENES

MINISTERE :

DEFENSE (MARINE)

LOCALISATION ACTUELLE :

8 bd Victor - Paris 15ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
Centre de Programmation de la Marine,
260 emplois à Toulon
Bassin d'essais des Carènes, 180 emplois
à Val de Rueil



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : ?
C.O.S. actuel : ?

Surface développée : ?

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : ?
Période de construction : ?

Etat : ?
Destination d'origine : ?

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Partielle

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat (Défense)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UMb

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,5

Dispositions particulières : Emprises situées dans la zone de bruit de l'héliport

Mesures de protection : La couverture et les façades du Laboratoire de la Marine sont inscrites à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques

ENVIRONNEMENT :

Evolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Ces délocalisations peuvent contribuer à l'objectif de réaménagement à terme des vastes emprises des armées comprises entre le boulevard Victor et le Boulevard Périphérique (future ZAC Citroën Sud).

N°(s) de Référence sur le plan : 34

ORGANISME :

DIVISION DES BIENS ET INTERETS
FRANCAIS A L'ETRANGER

MINISTERE :

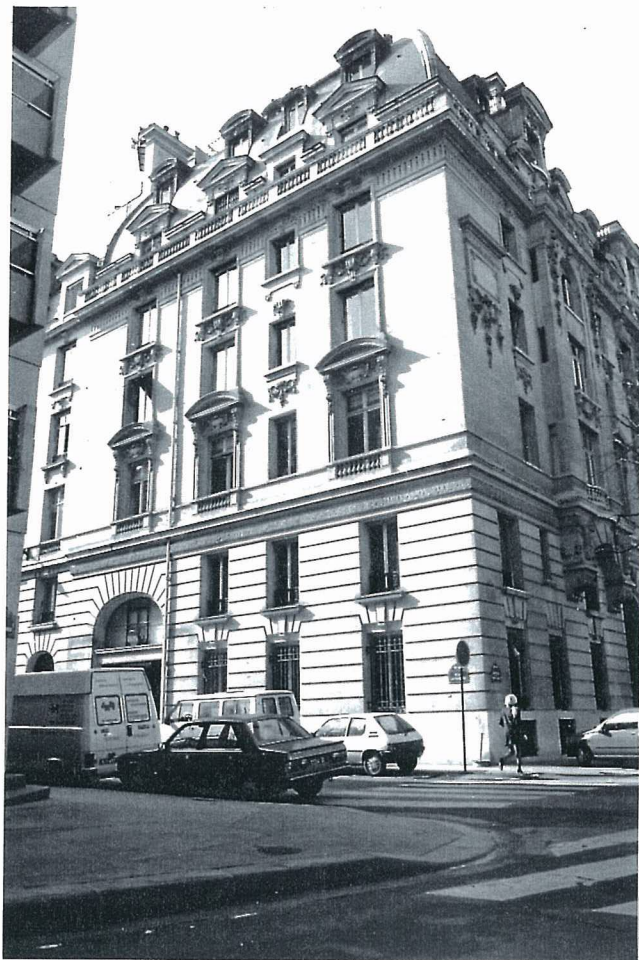
AFFAIRES ETRANGERES

LOCALISATION ACTUELLE :

23 rue Lapérouse - Paris 16ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
20 emplois à Nantes



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 4 654 m² Surface développée : 21 134 m²
C.O.S. actuel : 4,54

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 6 + c Etat : Bon
Période de construction : fin XIXe Destination d'origine : logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Très partielle

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Etat (Affaires étrangères)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : Zone UA C.O.S. logement : 3,5
bureaux : 2,0

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Site inscrit, monument classé proche

ENVIRONNEMENT : Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Libération très partielle réaffectation à du bureau.

SITES OU L'ETAT EST
PROPRIETAIRE
libérés en totalité

(conservation des bâtiments probable)

N°(s) de Référence sur le plan : 35

ORGANISME :

DELEGATION A L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET A L'ACTION
REGIONALE (D.A.T.A.R.)

MINISTERE :

PREMIER MINISTRE

LOCALISATION ACTUELLE :

1 av. Charles Floquet - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
120 emplois en Seine St Denis



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcelaire : 1 192 m² Surface développée : 3 500 m²
C.O.S. actuel : 2,94

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 4 Etat : Bon
Période de construction : Fin 19ème Destination d'origine : Habitation

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Totalité

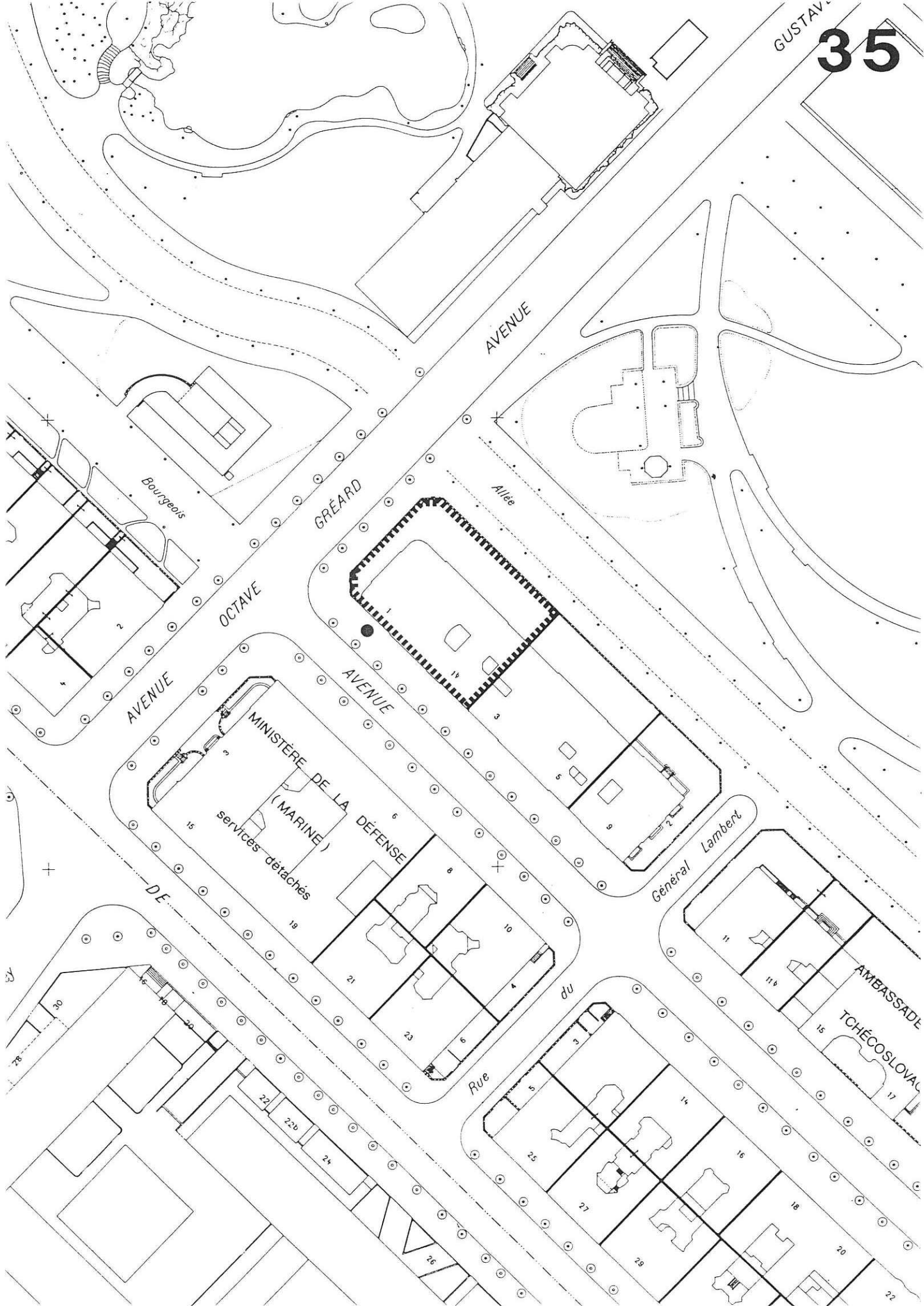
**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** État

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UHb C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0
Dispositions particulières : Imposition d'une architecture ordonnancée, Zone NA de 5 et
10 m
Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Non évolutif, ordonnancé

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Bureaux ou logements de luxe



N°(s) de Référence sur le plan : 36

ORGANISME :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

MINISTERE :

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET ESPACE

LOCALISATION ACTUELLE :

2 bd de La Tour Maubourg - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
80 emplois à Béthune



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 1 309 m² Surface développée : 3 355 m²
C.O.S. actuel : 2,56

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 3 + c Etat : Bon
Période de construction : Destination d'origine : Logement

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Etat ? Office National de la Navigation

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UHb C.O.S. logement : 3
bureaux : 1
Dispositions particulières : Hauteur verticale sur rue 15 m

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Constitué, non susceptible d'évoluer

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Bureaux, institution ou logement de luxe

FLEUVE

Invalides

Caillou

Port

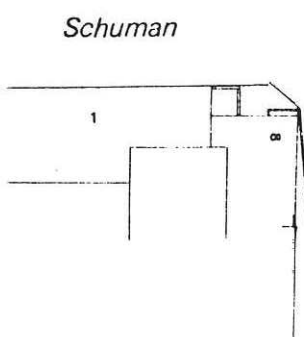
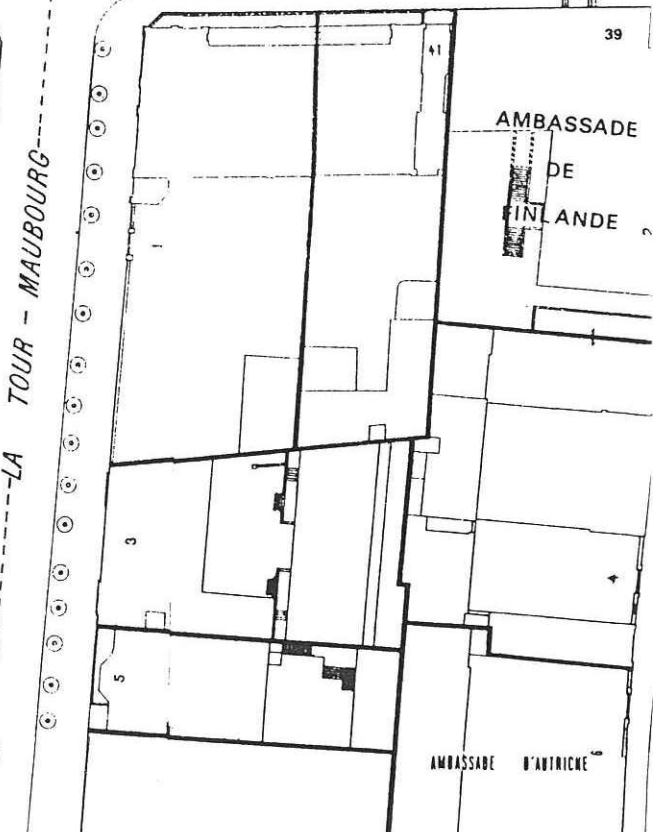
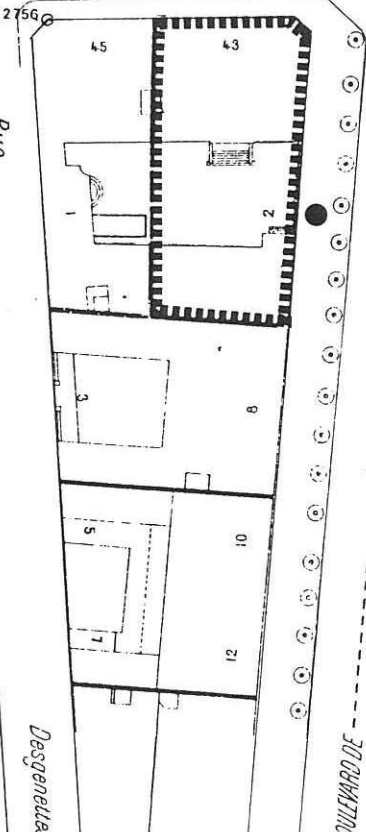
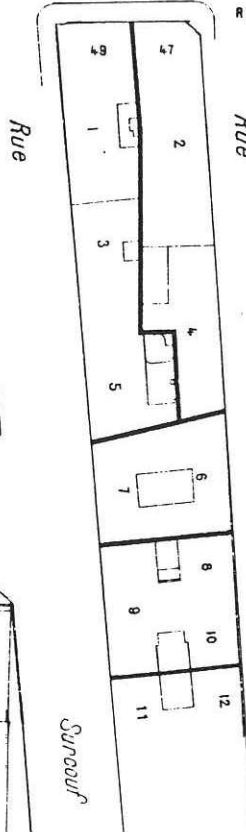
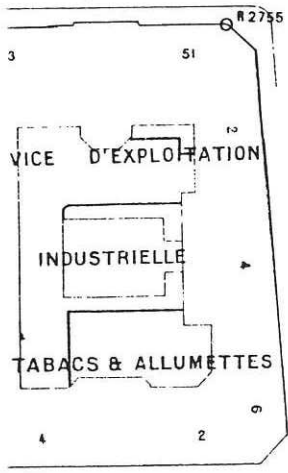
D'ORSAY

QUAI

PLACE DE FINLAND

QUAI

D'ORSAY



N°(s) de Référence sur le plan : 37

ORGANISME :

COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN

MINISTERE :

PREMIER MINISTRE

LOCALISATION ACTUELLE :

18 rue de Martignac - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91

100 emplois en Seine St Denis



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 964 m2
C.O.S. actuel : 2,03

Surface développée : 1 958 m2

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R - R + 2
Période de construction :

Etat : Bon
Destination d'origine :

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : PSMV 7ème (USSCB)

C.O.S. logement : 2,0
bureaux : 0,7

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Immeuble à conserver en totalité ou à restaurer. Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Réaffectation institution ou bureaux



CP 2745

R 2744

Rue

Martignac

SQUARE

SAMUEL ROUSSEAU

Périer

CHAPELLE

ECOLES PRIMAIRES
Garçons
Filles

CLOTILDE

BASILIQUE DE
SAINTE

Casimir

Rue de Champagny

Rue

Rue

Martignac

41

47

N°(s) de Référence sur le plan : 38

ORGANISME :

SOCIETE NATIONALE
D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE
DES TABACS ET ALLUMETTES
(S.E.I.T.A.)

MINISTERE :

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

LOCALISATION ACTUELLE :

53 quai d'Orsay et
3 av Sully Prudhomme - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
400 emplois à Angoulême



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 2 300 m² Surface développée : 11 640 m²
C.O.S. actuel : 5,0

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 5 Etat : Bon
Période de construction : Entre deux guerres Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** S.E.I.T.A.

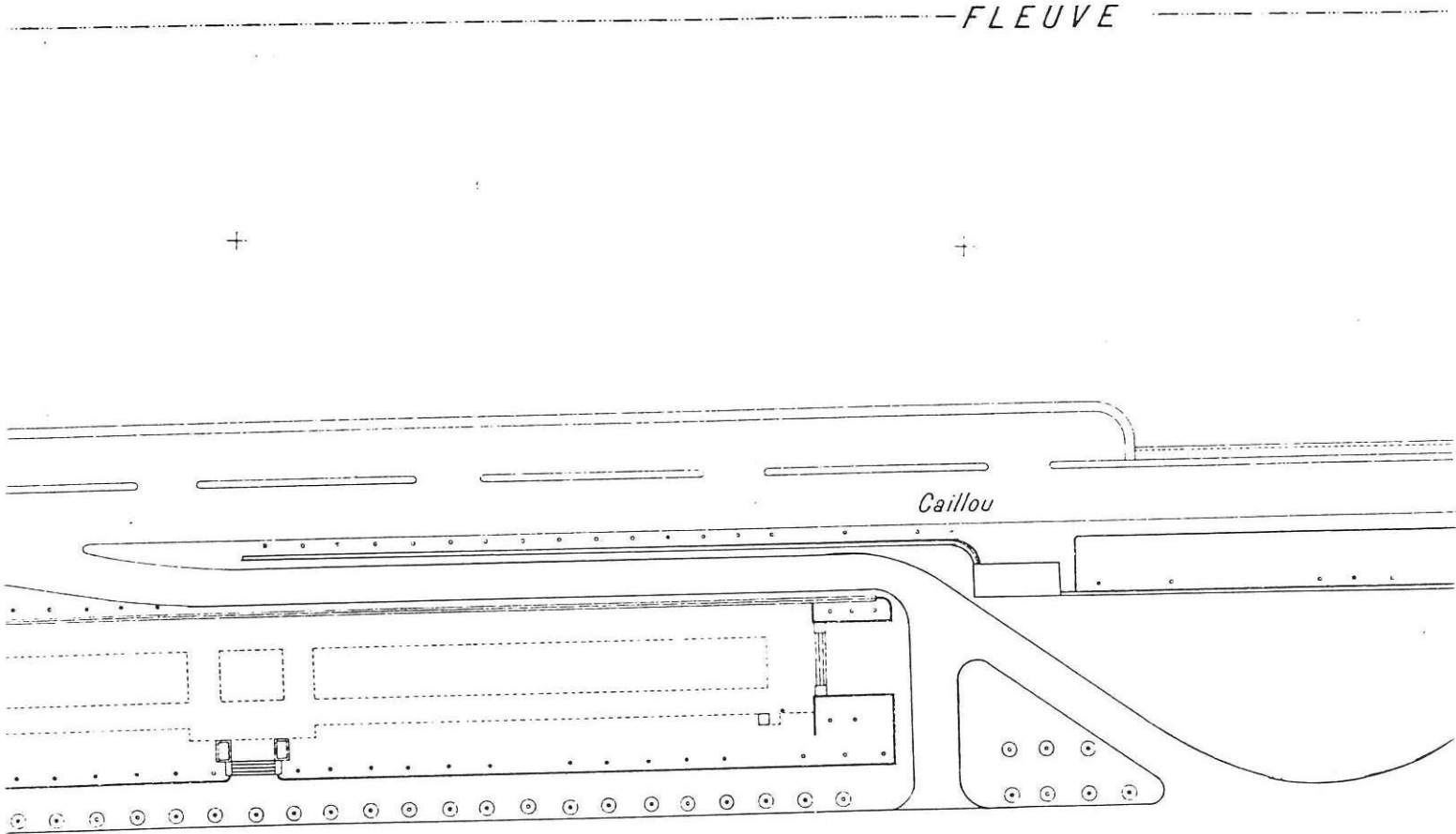
**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UHb C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0
Dispositions particulières : Hauteur verticale sur rue 17,5 m
Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Constitué, non évolutif

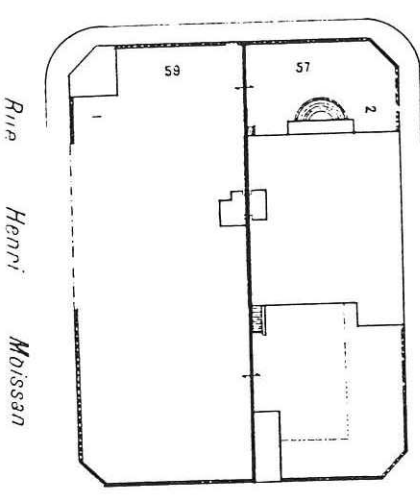
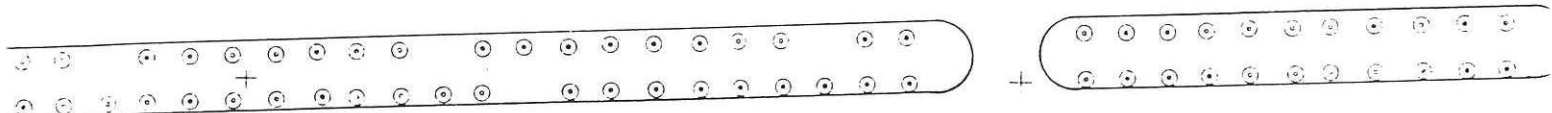
**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Réaffectation pour du bureau ou institution

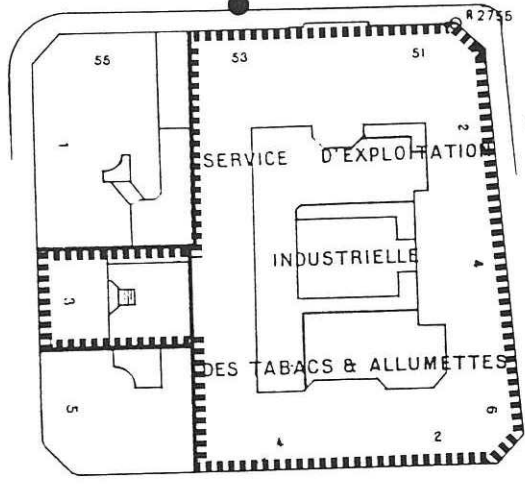
FLEUVE



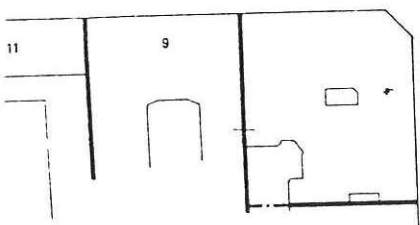
QUAI D'ORSAY



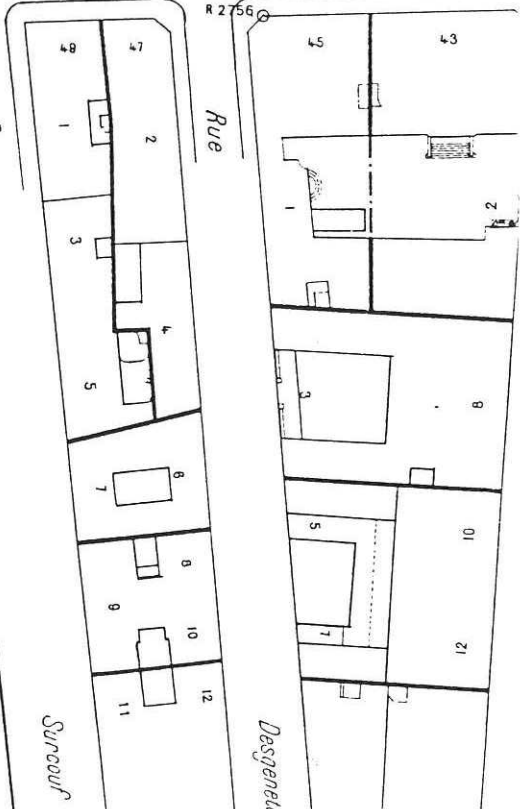
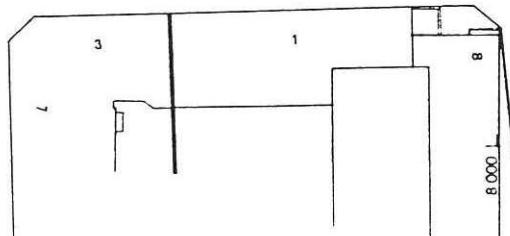
Robert



Schuman



Sully Prudhomme



Sureau

Desgenet

N°(s) de Référence sur le plan : 39

ORGANISME :

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (E.N.A.)

MINISTERE :

PREMIER MINISTRE

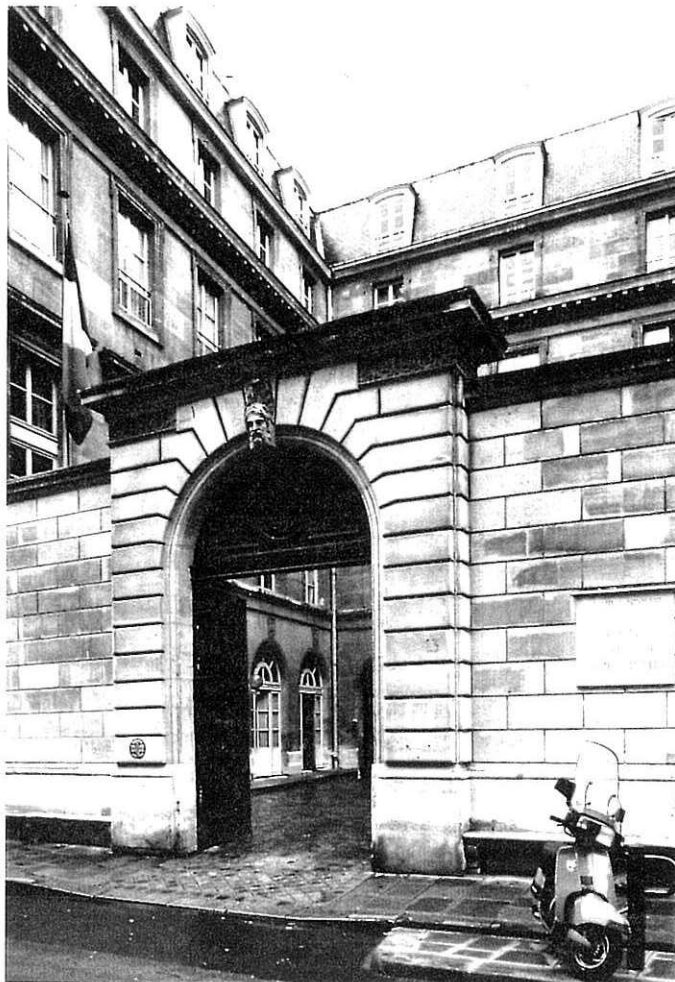
LOCALISATION ACTUELLE :

13 rue de l'Université - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91

90 à 130 emplois administratifs et 300 enseignants non permanents à Strasbourg



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 2 229 m² Surface développée : 5 900 m²
C.O.S. actuel : 2,65

BATIMENT(S) CONCERNE(S) : Hauteur(s) : R + 3 Etat : Bon
Période de construction : Destination d'origine :

OCCUPATION DU BATI PAR LE(S) ORGANISME(S) : Totalité

PROPRIETAIRE DES LOCAUX OCCUPES : Etat

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS ACTUEL : Zone ou secteur : PSMV 7ème (USSGB) C.O.S. logement : 2
bureaux : 0,7
Dispositions particulières : --

ENVIRONNEMENT : Mesures de protection : Façade du bâtiment sur rue et cour à conserver. Cour soumise à protection
Constitué, non évolutif

APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES) BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :

Réaffectation à une institution ou des bureaux



N°(s) de Référence sur le plan : 40

ORGANISME :

. OFFICE NATIONAL DES FORETS
. SERVICE CENTRAL DES ENQUETES
ET ETUDES STATISTIQUES

MINISTERE :

AGRICULTURE ET FORETS

LOCALISATION ACTUELLE :

2 av. de St Mandé - Paris 12ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91 pour l'O.N.F.
CIAT du 29.01.92 pour le Service
Central
. O.N.F. 150 emplois à Bourges
. Service Central 80 emplois à Libourne



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 1 634 m²
C.O.S. actuel : 2,79

Surface développée : 4 567 m²

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 9
Période de construction : Récente

Etat : Bon
Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Probablement totale

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat (Agriculture et forêts)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UHa

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,5

Dispositions particulières : Verticale de hauteur à 20 m sur l'avenue de St Mandé

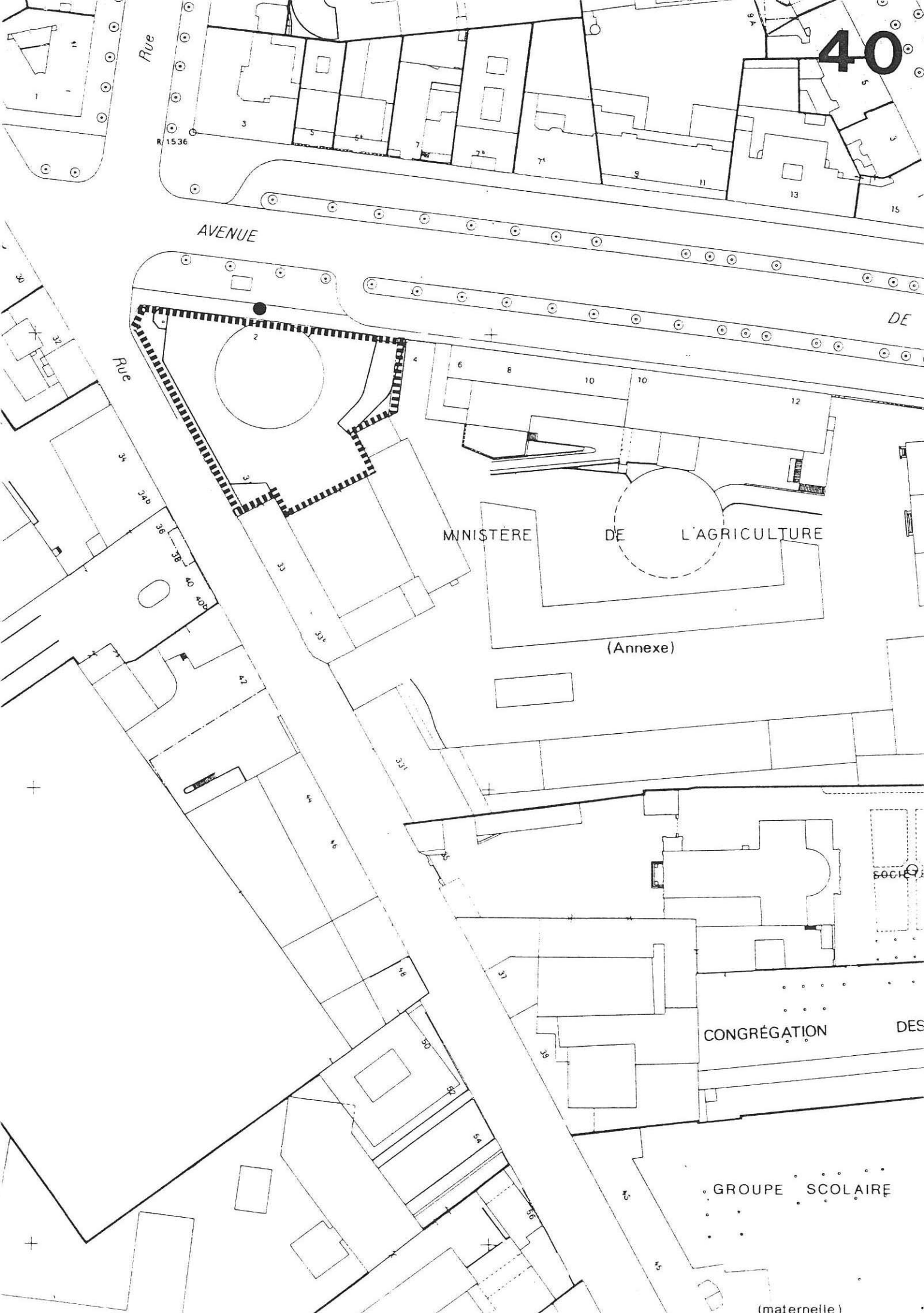
Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT :

La parcelle voisine, appartenant également au Ministère de l'Agriculture est également concernée par les délocalisations et peut évoluer

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Bâtiment récent (tour ronde) de bureaux, réaffectation à des bureaux (pourrait peut-être servir au relogement des services non délocalisés de la parcelle voisine permettant ainsi la libération d'un important terrain assez faiblement occupé).



N°(s) de Référence sur le plan : 41

ORGANISME :

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
POUR LA GESTION DES ACTIVITES
SOCIALES DE LA POSTE ET FRANCE
TELECOM

MINISTERE :

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

LOCALISATION ACTUELLE :

5 rue Froidevaux - Paris 14ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
180 emplois à Thionville



| | | |
|--|--|--|
| PARCELLE CONCERNEE : | Surface parcellaire : ? C.O.S. actuel : Logement ? | Surface développée : ? |
| BATIMENT(S) CONCERNE(S) : | Hauteur(s) : R + 6 + c Période de construction : 1919 | Etat : Bon Destination d'origine : Logement |
| OCCUPATION DU BATI PAR LE(S) ORGANISME(S) : | Totalité | |
| PROPRIETAIRE DES LOCAUX OCCUPES : | Etat (Postes et Télécommunications) | |
| PLAN D'OCCUPATION DES SOLS ACTUEL : | Zone ou secteur : Secteur Umb Dispositions particulières : Hauteur verticale sur rue 20 m Mesures de protection : Site inscrit | C.O.S. logement : 3,0 bureaux : 1,5 |
| ENVIRONNEMENT : | Très petites parcelles contigües au 7 et 9 occupées par des immeubles R+3 en état moyen, mais parcelles peu exploitables du fait de leur faible profondeur | |

APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES) BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :

Pourrait éventuellement être réaffecté à du logement



N°(s) de Référence sur le plan : 42

ORGANISME :

CENTRE DE LIQUIDATION DES
PRESTATIONS

MINISTERE :

SECRETARIAT D'ETAT A LA MER

LOCALISATION ACTUELLE :

9 rue Borronnée - Paris 15ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
47 emplois à Lorient



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 280 m2 Surface développée : 660 m2
C.O.S. actuel : 2,36

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 4 Etat : Bon
Période de construction : Très récente Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Etat (Etablissement National des Invalides de la Marine)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UHb C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0
Dispositions particulières : --
Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT : Non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Immeuble neuf de bureaux, libération totale, réaffectation à du bureau



**SITES OU L'ETAT EST
PROPRIETAIRE
libérés en totalité**

(opération de rénovation envisageable)

N°(s) de Référence sur le plan : 43

ORGANISME :

AGENCE NATIONALE POUR LA
PROMOTION DES TRAVAILLEURS
D'OUTRE MER (A.N.T.) - (SOCIETE
D'ETAT)

MINISTERE :

DOM - TOM

LOCALISATION ACTUELLE :

3 rue de Brissac - Paris 4ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
93 emplois St Denis



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 538 m2 Surface développée : 2 075 m2
C.O.S. actuel : 3,86

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 3 Etat : Bon
Période de construction : Années 70 Destination d'origine : Bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Etat ? Bureau pour le développement des Migrations d'Outre-Mer

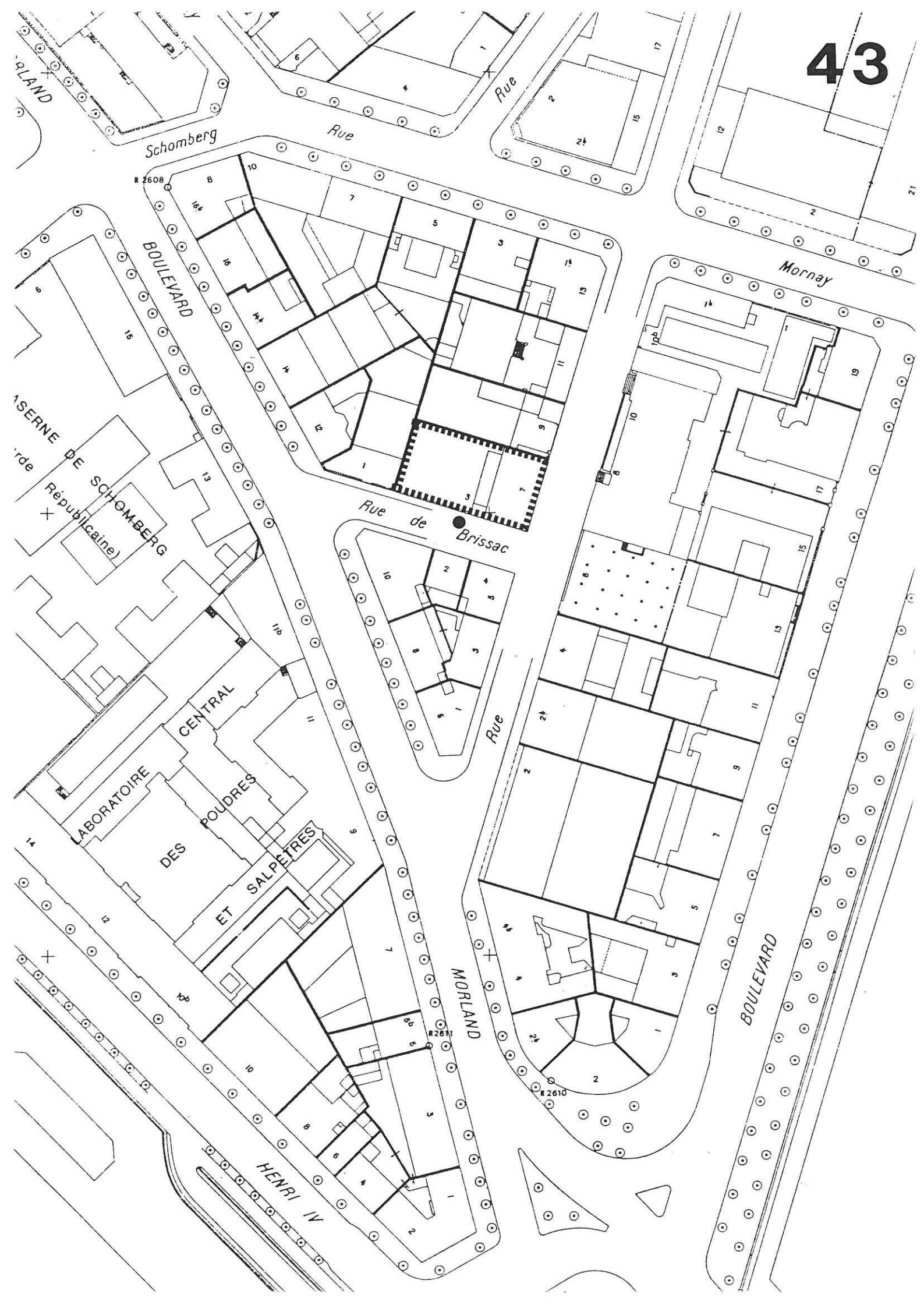
**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zoné ou secteur : UHa C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,5
Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Bâtiment de bureaux, réaffectation pour du bureau, éventuellement reconstruction possible à la place d'un petit immeuble de logement



N°(s) de Référence sur le plan : 44-45

ORGANISME :

. CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE (C.N.D.P.)
. INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE PEDAGOGIQUE (I.N.R.P.)

MINISTERE :

EDUCATION NATIONALE

LOCALISATION ACTUELLE :

29 rue d'ULM - Paris 5ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.91
. C.N.D.P. 300 à 350 emplois en région Rouennaise
. I.N.R.P. 310 emplois à Dijon



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 2 519 m² Surface développée : 7 271 m²
C.O.S. actuel : 2,9

BATIMENT(S) CONCERNE(S) : Hauteur(s) : R+3+C Etat : Moyen
Période de construction : ? Destination d'origine : ?

OCCUPATION DU BATI PAR LE(S) ORGANISME(S) : Libération totale : bâtiment occupé en totalité par l'I.N.R.P. et le C.N.D.P.

PROPRIETAIRE DES LOCAUX OCCUPES : ETAT (Education Nationale)

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS ACTUEL : Zone ou secteur : Secteur UHb C.O.S. logement : 3,0 bureaux : 1,0
Dispositions particulières : Hauteur de verticale sur rue 17,5 m

Mesures de protection : Site inscrit - bâtiment classé à proximité

ENVIRONNEMENT : Peu évolutif - Grandes Ecoles (normale sup., art déco...)

APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES) BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :

Parcelle susceptible d'évoluer pour accueillir des constructions nouvelles. Une étude est en cours sur ce terrain dans le cadre de la restructuration de l'Ecole Normale supérieure



N°(s) de Référence sur le plan : 46

ORGANISME :

SERVICE DES STATISTIQUES
INDUSTRIELLES DU MINISTRE DE
L'INDUSTRIE

MINISTERE :

INDUSTRIE ET COMMERCE
EXTERIEUR

LOCALISATION ACTUELLE :

85 bd du Montparnasse - Paris 6ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
100 emplois à Caen



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 881 m2 Surface développée : 2 251 m2
C.O.S. actuel : 2,56

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R+2, R+3 Etat : moyen
Période de construction : XVIIIème ? Destination d'origine : Habitation

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Etat (Economie, Budget)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UHb C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0
Dispositions particulières : Hauteur verticale 20 m sur boulevard
Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Constitué, bâtiment élevés de part et d'autre (R+6, R+9)

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Parcelle pouvant éventuellement évoluer et accueillir un immeuble de logement. Bien que ne faisant pas l'objet actuellement de protection particulière le bâtiment existant pourrait peut-être faire l'objet de demandes de conservation



N°(s) de Référence sur le plan : 47

ORGANISME :

DELEGATION INTERMINISTERIELLE
A L'INSERTION PROFESSIONNELLE
DES JEUNES EN DIFFICULTE

MINISTERE :

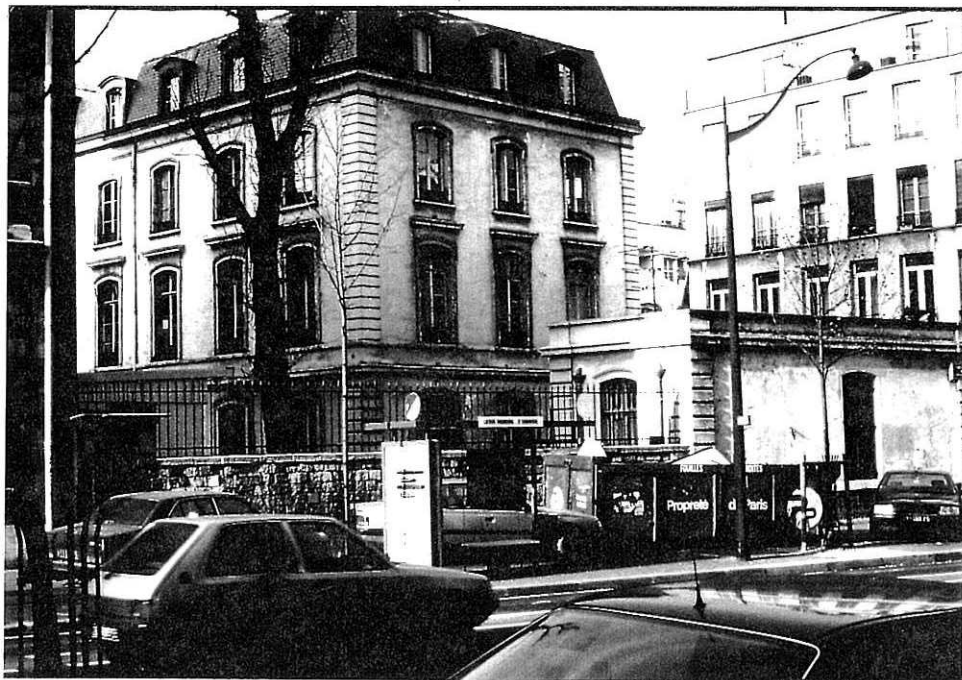
TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION
PROFESSIONNELLE

LOCALISATION ACTUELLE :

71 rue St Dominique - Paris 7ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.01
30 emplois en Seine St Denis



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 1 175 m2 Surface développée : 1 814 m2
C.O.S. actuel : 1,54

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R-R+2+c Etat : Moyen
Période de construction : Diverses Destination d'origine : ?
et provisoire pour partie

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Etat

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : UCa C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0
Dispositions particulières : Hauteur verticale 15 m sur les 2 voies

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT : Non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Terrain susceptible d'être réutilisé pour une construction neuve (logement)

N°(s) de Référence sur le plan : 48

ORGANISME :

INSTITUT NATIONAL DE LA
PROPRIETE INDUSTRIELLE

MINISTERE :

INDUSTRIE

LOCALISATION ACTUELLE :

26-26b rue de St Pétersbourg et
73 rue d'Amsterdam - Paris 8ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 7.11.91
400 emplois à Lille



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 2 841 m2
C.O.S. actuel : 3,47

Surface développée : 9 854 m2

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R + 4, R + 7
Période de construction : 19ème et récent

Etat : Bon
Destination d'origine : Bâtiment religieux et bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Totalité

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

Etat

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : UHa

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,5

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Constitué, non évolutif

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Réaffectation à des bureaux, reconversion en logement peut-être envisageable rue de St Pétersbourg mais dédensification nécessaire en intérieur d'îlot

N°(s) de Référence sur le plan : 49-50

ORGANISME :

. CENTRE TECHNIQUE DU BOIS ET
DE L'AMEUBLEMENT
. CENTRE INFORMATIQUE DU MINIS-
TERE DE L'AGRICULTURE

MINISTERE :

AGRICULTURE ET FORETS

LOCALISATION ACTUELLE :

4-6 av. de St Mandé
33 rue de Picpus - Paris 12ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
C.T.B.A. :180 emplois à Bordeaux
C.I. du Ministère : 30 emplois à
Toulouse



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 13 833 m2 Surface développée : 17 263 m2
C.O.S. actuel : 1,25

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :** Hauteur(s) : R + 2 à R + 6 Etat : Bon
Période de construction : Fin XIXème et Destination d'origine : Bureaux
années 70

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :** Majoritaire

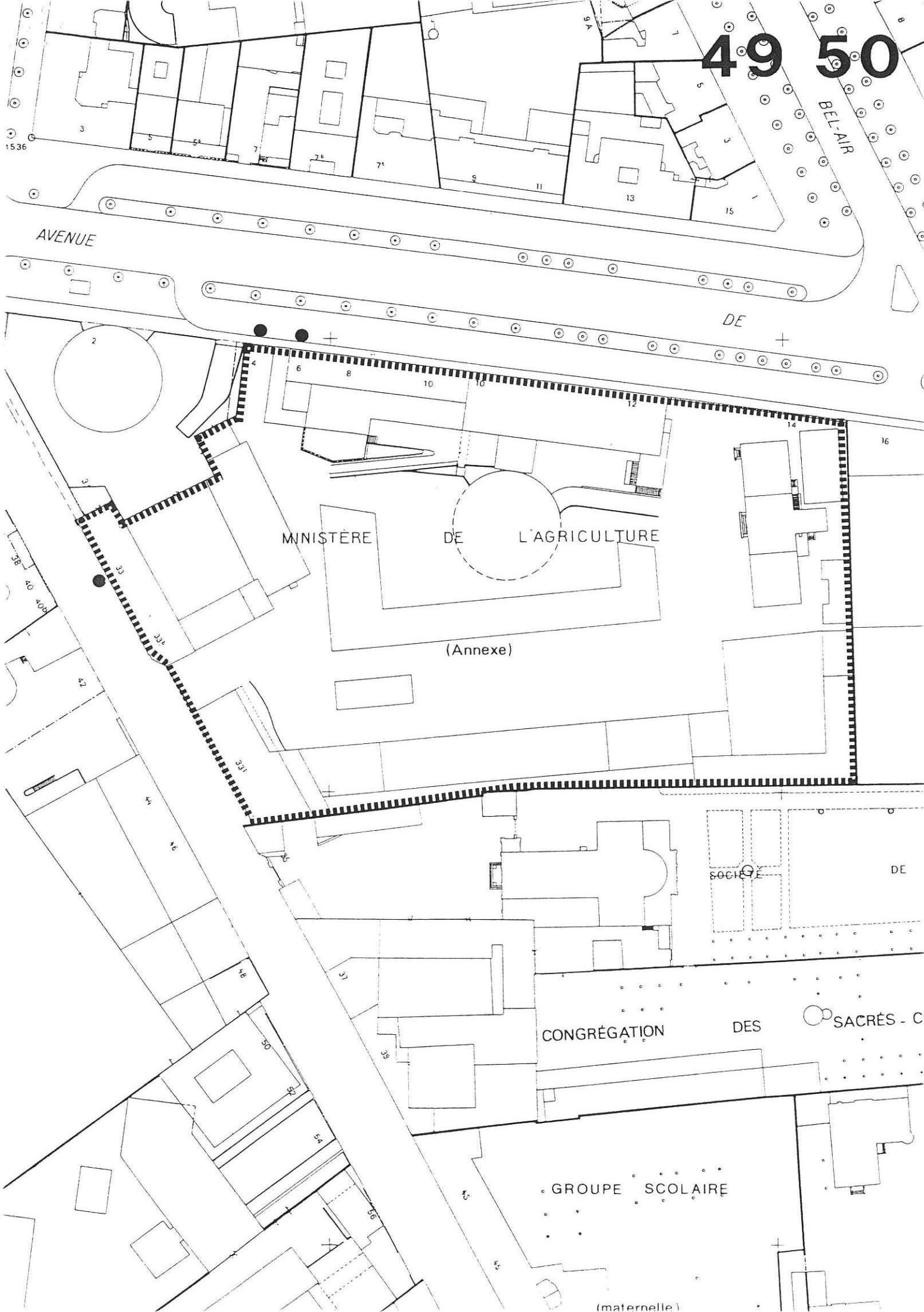
**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :** Etat (Agriculture et forêts)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :** Zone ou secteur : Secteur UHa C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,5
Dispositions particulières : EVIP, Hauteur verticale de 20 m le long de l'avenue de
St Mandé
Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT : Parcelle du 2 av. de St Mandé occupée par la tour de bureaux du Ministère également
libérée. Au 35 rue de Picpus très vaste terrain assez faiblement occupé par la Ste de
l'Oratoire de Picpus (congrégation religieuse).

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Parcelle faiblement occupée et en grande partie libérée par les délocalisations envisagées, pourrait faire l'objet d'une opération (en
supposant, par exemple, que les services non délocalisés soient relogés dans la tour de bureaux situé sur le terrain mitoyen du 2 av.
de Saint-Mandé appartenant au Ministère et également libérée).



1536

AVENUE

DE

BEL-AIR

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

(Annexe)

SOCIÉTÉ DE

CONGRÉGATION DES SACRÉS - C

GROUPE SCOLAIRE

(maternelle)

N°(s) de Référence sur le plan : 51

ORGANISME :

OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

MINISTERE :

AFFAIRES SOCIALES ET
INTEGRATION

LOCALISATION ACTUELLE :

44 Rue Bargue - Paris 15ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92
60 à 80 emplois à Béziers



PARCELLE CONCERNEE : Surface parcellaire : 607 m2 Surface développée : 2 266 m2
C.O.S. actuel : 3,70

BATIMENT(S) CONCERNE(S) : Hauteur(s) : R + 5 + c Etat : Moyen
Période de construction : Entre deux guerres Destination d'origine : Logement

OCCUPATION DU BATI PAR LE(S) ORGANISME(S) : Totale

PROPRIETAIRE DES LOCAUX OCCUPES : Etat (Office National d'Immigration)

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS ACTUEL : Zone ou secteur : UMb C.O.S. logement : 3,0 bureaux : 1,5
Dispositions particulières : Immeuble frappé d'alignement
Mesures de protection : --

ENVIRONNEMENT : Constitué, opération "Procession"

APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES) BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :

Pourrait être réaffecté à du logement (ou reconstruit, mais faible profondeur de la parcelle compte tenu de l'alignement)



Anselme

N°(s) de Référence sur le plan : 52

ORGANISME :

ECOLE NATIONALE DU GENIE
RURAL ET DES EAUX ET FORETS
(E.N.G.R.E.F.)

MINISTERE :

AGRICULTURE ET FORETS

LOCALISATION ACTUELLE :

19 av. du Maine - Paris 15ème

DECISION DE L'ETAT :

CIAT du 29.01.92

150 étudiants + 21 enseignants et
chercheurs à Clermond Ferrand



PARCELLE CONCERNEE :

Surface parcellaire : 4 747 m²
C.O.S. actuel : 1,90

Surface développée : 9 024 m²

**BATIMENT(S)
CONCERNE(S) :**

Hauteur(s) : R+3, R+4, R+5

Etat : Bon et moyen

Période de construction : Pavillon du 18ème
1930 et bâtiment récent

Destination d'origine : Pavillon, institution,
bureaux

**OCCUPATION DU BATI
PAR LE(S) ORGANISME(S) :**

Une partie très importante est occupée par l'E.N.G.R.E.F., les autres occupants ont également
examiné l'éventualité d'un déménagement

**PROPRIETAIRE
DES LOCAUX OCCUPES :**

ETAT (Agriculture et forêts)

**PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS ACTUEL :**

Zone ou secteur : Secteur UHb

C.O.S. logement : 3,0
bureaux : 1,0

Dispositions particulières : --

Mesures de protection : Site inscrit

ENVIRONNEMENT :

Parcelles voisines au 21 et 23 peu densément occupée mais de caractère pittoresque (ateliers
d'artistes, artisans ...)

**APPRECIATION SOMMAIRE SUR LA REAFFECTATION POSSIBLE DES LOCAUX DU (OU DES)
BATIMENT (S) OU DU TERRAIN :**

Parcelle très bien située susceptible d'être libérée et pouvant faire l'objet d'une opération de logement. Certains bâtiments pourraient
être jugés intéressants et leur conservation demandée

